

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :
 PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 — Le numéro, 45 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr. 50.
 — Le numéro, 55 centimes.
INSERIONS :
 ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.
 LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Bourse	Baisse
3 0/0	80 85	» » » 05
3 0/0 amortiss.	82 25	» » » 20
4 1/2 0/0 1883.	110 20	» » » 05
Cons. anglais.	99 9/16	» » » 1/8
Italie.	95 30	» » » 15
Flor. autric. (or).	89 3/4	» » » 1/4
Esp. Extér. nouv.	58 3/8	» » » 1/16
Egyptien 6 0/0.	327 50	» » » 2 50
Ch. Égyptiens.	432 50	» » » 6 25
Turc 4 0/0 (nouv.).	16 40	» » » 20
Banque ottomane	523 75	» » » 6 25

PARIS, 7 JUILLET

DERNIÈRES NOUVELLES

LES ÉVÉNEMENTS D'ANNAH

Le ministre de la guerre a reçu du général de Courcy la dépêche suivante :
 Hué, 6 juillet, 10 h. 30 soir.
 La situation est calme. Les troupes annamites sont en complète déroute. Le palais du roi n'a pas été brûlé et a été respecté par nos troupes; il renferme de grandes valeurs artistiques.
 Le régiment Thu-Ong est entre nos mains. Nos pertes s'élèvent à 10 morts et 62 blessés, dont 20 grièvement; je vous en enverrai le détail aussitôt que possible. J'ai distribué croix et médailles sur place.
 J'ai adressé au peuple annamite un manifeste qui porte ma signature et celle de Thu-Ong, défrassant l'agression odieuse du ministre Thu-Yet et invitant en termes respectueux le roi et la reine-mère à regagner le palais.
 Le 3^e zouaves est établi dans la citadelle, dont la superficie est de 480 hectares; malgré les dégâts produits par l'incendie, on pourrait y loger facilement 15,000 hommes.
 Toute l'infanterie de marine est appelée du Tong-King.
 Signé : DE COURCY.

AU LUXEMBOURG

Le groupe de l'Union républicaine du Sénat s'est réuni avant la séance pour examiner le plan d'un programme électoral; on a discuté la question de savoir si l'on y introduirait la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

AU PALAIS-BOURBON

La Chambre adopte, après déclaration d'urgence, un projet de loi concernant la déclaration d'utilité publique et la concession définitive du chemin de fer de Dieppe au Havre, et un projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique et à la concession du chemin de fer de Ouled-Ramoun à Aïn-Baida.

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Jules Grévy.
 M. Cavaignac, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre, assistait au conseil. Il a été appelé à donner des renseignements sur les comptes relatifs aux transports de guerre en 1870 et sur les sommes payées en trop de ces chefs aux grandes Compagnies de chemins de fer.
 Le ministre de la guerre a été autorisé à prendre, pour chaque espèce, un arrêté de débet, et la question sera soumise au conseil d'Etat, qui tranchera le litige.
 Le général Campenon a donné lecture de la dépêche du général de Courcy, que nous publions plus haut.
 Le ministre de l'intérieur a soumis au conseil les nominations et promotions dans la Légion d'honneur concernant son département. On annonce que M. Tirman, gouverneur de l'Algérie, est promu au grade de grand-officier.
 M. Allain-Targé a, en outre, présenté à la signature du président de la République deux décrets convoquant pour le 23 août les électeurs sénatoriaux du Puy-de-Dôme et de l'Yonne, à l'effet d'élire un sénateur. Les conseils municipaux de ces départements nommeront leurs délégués le 19 de ce mois.

INTÉRIEUR

On annonce la mort de M. Grollier, député de l'Orne.

Toulon, 7 juillet.

A minuit 50, un commencement d'incendie s'est déclaré à bord du vapeur le *Canton* affecté pour le compte de l'Etat pour le Tong-King. Les équipages de l'*Orne* et du *Japon* se sont immédiatement portés à son secours et à deux heures on était maître du feu.

On ignore les causes de l'incendie; dans tous les cas les dégâts sont insignifiants et le *Canton* a pu quitter la rade à six heures du matin à destination du Tong-King.

Il avait été un moment question de couler ce vapeur, à cause de la grande quantité de poudre et de munitions qui occupait l'avant-bord.

EXTÉRIEUR

Londres, 7 juillet.

La plupart des journaux de ce matin approuvent les déclarations ministérielles; ils engagent cependant le nouveau gouvernement à pousser activement les négociations pendantes afin d'éviter qu'elles ne soient

compromises par des événements imprévus.

Londres, 6 juillet

D'après le *Daily News*, le *Foreign Office* aurait reçu une communication du ministre britannique à Tchéran au sujet d'un journal français qui se publie dans cette ville. Le journal en question serait fondé sur le modèle du *Bosphore égyptien* et animé du même esprit que ce dernier; le ministre britannique en demanderait la suppression.

Londres, 7 juillet.

D'après une dépêche du Caire, le gouvernement égyptien ne pourrait plus payer ses employés après la fin du mois d'août.

INFORMATIONS

M. Brisson, président du conseil, assistera, le 14 juillet courant, à l'inauguration solennelle de la statue de Voltaire, qual Malakoff.

Il en a fait la promesse formelle, hier, aux délégués du conseil municipal de Paris.

On donne comme certain que M. Bourée, l'ancien ministre de France en Chine, va prochainement repartir pour Pékin.

Le ministre des affaires étrangères l'aurait désigné pour aller négocier avec le Céleste-Empire le traité de commerce qui doit être le complément du traité de paix signé par M. Patenôtre et Li-Hung-Chang.

M. Bourée ne s'embarquerait pas avant la séparation des Chambres.

Le ministre de la marine, qui, ces temps derniers, avait été obligé de garder la chambre, est aujourd'hui à peu près rétabli. L'amiral Galibier a pu samedi prendre part aux délibérations du conseil des ministres.

Nous croyons savoir qu'après la clôture de la session, le ministre de la marine se rendra dans une ville d'eaux pour compléter sa guérison.

Lord Lyons, qui a été appelé à Londres, a eu une longue entrevue avec lord Salisbury à sa maison de campagne à Hatfield; l'ambassadeur d'Allemagne, le comte Munster, et son fils Henri Dammond Woif assistaient à l'entrevue.

Il n'y a pas le moindre doute que c'est la question d'Egypte qui était sur le tapis.

La *Patrie* annonçait dernièrement comme imminent l'élévation au cardinalat de Mgr Melchers, archevêque de Cologne. Du lieu de son exil, ce prélat vient d'adresser à ses diocésains une lettre d'adieu. « Le Pape Léon XIII, sous la pression de circonstances indépendantes de sa volonté, me délègue le lieu qui, comme je l'espère, m'unissait jusqu'à la mort au diocèse de Cologne ».

Comme son collègue de Posen, Mgr Melchers est sacrifié aux colères et aux rancoeurs du prince de Bismarck. On s'accorde à considérer cette démission comme un pas considérable vers la pacification religieuse en Allemagne. Il faut cependant prendre garde d'oublier que la question du siège métropolitain de Gnesen et Posen, dont le cardinal Ledochowski est encore titulaire, est toujours en suspens, l'accord sur le choix d'un nouvel archevêque n'ayant pu s'établir entre la Curie et la Prusse. Quand ces questions de personnes seront vidées, il restera à fixer un *modus vivendi*, qui aura pour principe fondamental l'abrogation des lois de mai, sur tous les points qui constituent un attentat à l'indépendance de l'Eglise. Sommes-nous à la veille de voir la politique pontificale atteindre ce brillant résultat, et amener M. de Bismarck à résipiscence? Il y a des intransigeants catholiques qui en seraient peut-être contrariés; on ne pourrait plus accuser la modération d'être stérile.

POUR LA POLITIQUE COLONIALE S. V. P.

Ce n'est pas seulement de l'Annam que nous arrivent de graves nouvelles.

A Madagascar, la situation n'est pas moins pénible, et notre corps expéditionnaire est dans un état d'infériorité numérique, qui devient de plus en plus inquiétant et qu'aggrave encore la question de climat. Au départ du dernier courrier, nous avions trois compagnies de marine bloquées dans le fort de Mazunga par 12,000 Hovas armés de fusils à tir rapide, et contre lesquels nous ne sommes pas en état de prendre l'offensive.

L'amiral Miot a réclamé souvent des renforts; quand il a demandé 5,000 hommes comme tout à fait indispensables, on lui en a envoyé 500!

Ce n'est pas sur le corps expéditionnaire tonkinois que l'on peut prendre désormais des renforts pour Madagascar, puisque, comme on vient de le voir par le guet-apens de Hué, le général de Courcy a plus que jamais besoin — maintenant que nous voilà munis d'un traité de paix — d'avoir sous ses ordres des troupes considérables.

La nécessité s'impose donc, pour venir en aide à l'amiral Miot, d'avoir recours aux ressources de la métropole. Il faudra envoyer des troupes en nombre suffisant, et tout le monde comprend qu'il est impossible d'ajourner indéfiniment l'effort à faire.

Maintenant, il y a une question que

l'on se pose : pourquoi la campagne de Madagascar? C'est justement ce que l'on se demandait naguère pour la campagne tonkinoise, et le président du conseil, mis en demeure il y a quelques jours de s'expliquer devant une commission de la Chambre sur la nature du protectorat à établir au Tong-King, sur les obligations que nous allons contracter et sur les avantages que nous pouvions espérer, s'est trouvé dans l'impossibilité de répondre.

On est entré dans la voie des campagnes lointaines sans se rendre compte de rien, uniquement parce que MM. Jules Ferry et Challemel-Lacour ont rêvé de politique coloniale, comme d'autres insensés, plus inoffensifs toutefois, rêvent de mouvement perpétuel.

Grâce à la servilité d'une majorité parlementaire funeste, nous voilà donc dotés de cette politique coloniale qui devient de jour en jour plus inquiétante. Il faut des troupes, encore une fois; il en faut beaucoup, pour remplacer les soldats qui tombent sous la fièvre, et pour faire face aux Hovas, aux Annamites, puis bientôt aux Pavillons-Noirs et peut-être (qui sait?) à d'autres ennemis; pour y suffire, on devra donc affaiblir notre armée, décimer nos régiments, amoindrir enfin la défense de la France.

Il faut de l'argent, et il en faut énormément, car la politique coloniale est un gouffre.

Et lorsqu'on demande à quelque ministre de la République ce que nous allons faire au Tonkin ou à Madagascar, il répond :

— Je ne sais pas!

LA DATE DES ÉLECTIONS

En présence des complications de la politique coloniale, devant les nouvelles de Hué et les inquiétudes relatives à Madagascar, le gouvernement est-il encore résolu, comme il semblait l'être ces derniers jours, à fixer au 16 août la date des élections?

On assure qu'il hésite, et cela n'est pas surprenant.

Pour nous, ainsi que nous l'avons dit, il nous importe peu que l'épreuve ait lieu quelques semaines plus tôt ou plus tard. Nous espérons que nos amis seront prêts à aller au scrutin le 16 août.

Mais il s'agit des convenances ministérielles.

L'opportunisme est présentement assez mal dans ses affaires et peut-être se flatte-t-il de voir augmenter ses chances électorales, en attendant jusqu'au mois de septembre. — Qu'il attende donc, si cela lui plaît; ce ne sont pas nos candidats qui auront à y perdre.

Seulement, nous constatons que la décision du gouvernement est subordonnée aux incidents de sa politique aventureuse et incertaine, et nous faisons remarquer que, dans son inquiétude, il n'ose prendre encore aucune résolution ferme et définitive.

LE MEURTIER DE L'AMIRAL COURBET

La France a failli subir hier une suprême injure : M. Jules Ferry avait résolu de monter à la tribune de la Chambre et de faire, à l'occasion du traité franco-chinois, un de ces discours comme sait en faire le plus cynique et le plus misérable des politiciens.

Ses amis, dit-on, l'y poussaient. Il y avait une de ces conspirations de couloirs, comme on en a tant vu depuis l'avènement de la république parlementaire, et où l'honneur national et le patriotisme servent de lièvre aux plus mesquines ambitions individuelles, pour refaire une situation à ce fétide, à cet homme duquel on est tenté de croire, par charité, et pour ne pas être épouvanté de l'énormité de ses fautes criminelles, que la folie l'a touché.

Il devait, paraît-il, se montrer à la tribune, non pas en accusé, non pas en pénitent, mais presque en triomphateur.

Son dossier était prêt; il se disposait à plaider innocent, ou, pour mieux dire, à célébrer sa gloire, en rééditant les banalités écorchées qui traînent depuis quelques mois dans les feuilles au service de l'opportunisme, en se couronnant enfin de laurier pour avoir, par l'intermédiaire d'un douanier anglo-chinois, préparé ce marché de dupe, où la France est jouée par la Chine, et qui s'appelle dans l'idiome officiel : le traité de paix.

A cette pensée, et quand on connaissait ce projet de Jules Ferry et de son monde, il était impossible vraiment de ne pas frémir d'indignation, et nous nous demandions, hier matin, ceci : Comment! est-ce que cet homme aura cette audace? Est-ce que réellement il portera ce défi à la conscience publique, à la dignité nationale, à l'honneur français, de venir plaider de la sorte sur le cadavre du brave, du loyal, du noble amiral Courbet? Est-ce que ce « polichinelle » (c'est le mot dédaigneux que l'amiral Courbet lui a collé sur la face) insultera publiquement et impunément à la mémoire de sa victime?

Car c'est lui qui l'a tué!

C'est lui qui, dans son égoïsme honteux, dans l'intérêt électoral de sa bande opportuniste; c'est lui qui, dans ses menages et dans ses ordres ministériels où l'odieuse dispute à l'incapacité, a tué lentement, sciemment, sûrement l'amiral Courbet et tant d'autres vaillants Français!

Si l'on nous nous disions : — Non! ce n'est pas possible! Pour la gloire de la France, on ne laissera pas monter cet homme-là à la tribune; et s'il y paraît, s'il y vient étaler son outrecuidance monstrueuse, oh! alors, les députés indignés se lèveront sur leurs bancs, et le misérable sera jeté honteusement à la porte, comme un être méprisé que l'on chasse.

Il n'est pas monté à la tribune! Il n'a pas osé demander la parole! Il était là, son dossier sous le bras, — et il s'est tu!

L'espoir malsain de ses amis et complices a été déçu, et — spectacle inattendu — il est demeuré muet, affaissé, brisé, anéanti — comme un condamné vulgaire — sur son banc transformé en sellette d'infamie.

La conspiration enfin a échoué : — Pourquoi? — on le sait! Elle a échoué, parce que la nouvelle du guet-apens de Hué est venue former, au moment fatal, comme un sinistre pendant au guet-apens de Bac-Lé! Parce que les dépêches du général de Courcy veulent dire que l'aventure dans laquelle nous a jetés l'ancien président du conseil n'est point résolue, et que le mal n'est pas réparé! — Parce que le crime de Ferry s'est dressé tout d'un coup devant lui, terrible, épouvantable!

Le chef de l'opportunisme en a été écrasé.

Le meurtrier de l'amiral Courbet en a eu son audace éteinte, et la parole est restée dans sa gorge desséchée.

Ainsi a été condamné hier en appel le condamné du 30 mars.

Ainsi il a été anéanti une fois de plus. Ainsi la destinée lui a infligé une seconde humiliation, une deuxième exécution.

C'est bien! — La dérisure est définitive en ce qui concerne le Parlement; il ne lui manque plus qu'une chose : la sanction du suffrage universel, auquel il appartient de faire aussi, et une fois pour toutes, justice des complices de celui par lequel est mort l'amiral Courbet.

Le vice-amiral Cloué a obtenu 17 voix.

Il y a huit jours, dans notre numéro de mercredi soir, nous posions cette question :

« Est-ce à l'auteur ou à l'éditeur d'un roman tout récemment paru qu'il faut attribuer cette singulière et nouvelle réclamation? »

Plusieurs personnes de la haute société ont reçu un billet signé d'un nom évident fantaisiste, précédé d'une particule, les engageant à lire le livre en question dans lequel « une de leurs connaissances les plus intimes se trouve » peint et désignée aussi clairement que possible.

Il va sans dire, ajoutons-nous, que le lecteur ne reconnaît absolument aucune de ses relations et en est pour ses trois francs cinquante.

Le *Figaro* a confirmé hier le fait que nous avons signalé. Voici, du reste, un spécimen d'une de ces lettres :

Monsieur le comte,

Je crois vous rendre service en vous prévenant qu'il vient d'être publié un roman qui vous intéresse tout spécialement. Il y a plusieurs fois question d'une personne que vous touchez de près — de votre famille peut-être — et qui joue un singulier rôle dans une histoire de tricherie au jeu.

Ce livre, que je vous conseille fort de lire, est intitulé...

Notre dévoué serviteur,

Nous supprimons le titre du livre en question qui n'est nullement un roman, mais un assemblage de pataqués sentant le chantage. Il s'est cependant trouvé quelqu'un pour éditor une œuvre aussi misérable!

Le conseil de révision du département de la Seine vient de terminer, sous la présidence de M. Emile Laurent, président du conseil de préfecture, la série de ses opérations commencées le 13 avril dernier.

Dans ses quarante-trois séances, il a rendu 23,000 décisions intéressant, outre les ajournés des classes de 1882 et 1883, les jeunes gens de la classe de 1884 qui ont satisfait à la loi du recrutement dans le département de la Seine, ou ceux qui, ayant tiré au sort en province, ont été, au nombre de 5,663, autorisés à être examinés à Paris.

Sur les 17,562 inscrits du département de la Seine pour la classe 1884, on compte 6,528 jeunes gens versés soit dans la première, soit dans la deuxième portion du contingent; 2,454 exemptés en vertu de dispenses légales, comme aînés d'orphelins, fils de veuve, frères de militaires, etc.; 809 classés dans le service auxiliaire; 2,170 ajournés à un an pour faiblesse de constitution ou insuffisance de taille; 2,388 exemptés pour infirmités; 132 rayés à divers titres.

Enfin, 3,071 jeunes gens de la classe de 1884 étaient déjà engagés soit pour cinq ans, soit pour un an, ou ont été dispensés comme membres de l'enseignement public : étudiants, ecclésiastiques, etc.

Les jeunes gens ajournés de la classe de 1883 étaient au nombre de 2,025; ceux de la classe de 1882, au nombre de 810.

Le conseil de révision tiendra, à une époque encore indéterminée, deux séances, pour l'examen des demandes de soutiens de famille et des demandes de sursis d'appel.

Les cinq sous-officiers dont les noms suivent ont été promus, pour faits de guerre au Tong-King, au grade de sous-

lieutenant, savoir : MM. Fryss, Poitout, Vial et Meunier.

M. André Cochut, directeur du Mont-de-Piété de Paris, ayant demandé à faire valoir ses droits à la retraite, M. Duval (Edmond), inspecteur général, chargé du secrétariat, a, par arrêté du ministre de l'intérieur, en date du 29 juin, été appelé aux fonctions de directeur.

Par le même arrêté ministériel, M. André Cochut a été nommé directeur honoraire du Mont-de-Piété.

Déplacements et villégiatures à Royat : Mme et Mlle Koch de Loski.

Mme la baronne d'Yveron.

Mme la vicomtesse de Vaux.

M. et Mme de la Rochejacquin.

Mme la comtesse de Boiteville.

M. de Montreuil.

LA TRAHISON DE HUÉ

C'est décidément une nouvelle guerre que nous allons avoir à soutenir, une guerre longue, coûteuse, dont on ne saurait prévoir la fin ni les conséquences.

Pour se convaincre que nous n'exagérons pas, il faut d'abord lire et rapprocher les uns des autres les trois dépêches que le ministre de la guerre a communiquées hier à la Chambre.

La première, en substance, est déjà connue de nos lecteurs, puisque nous l'avons donnée hier dans notre Dernière Heure; néanmoins, nous croyons devoir la reproduire avec les deux autres :

Huê, 5 juillet, 3 heures matin.

Légation et Mang-La attaqués inopinément à une heure matin par la totalité des troupes de la citadelle; tout le quartier infanterie de marine en paillettes environnant légation brûlé par fusées incendiaires et main d'hommes; bâtiment légation même intact, aucune perte sérieuse.

Impossible de savoir ce qui est advenu au Mang-La, où se trouve le troisième zone. Citadelle est en feu sur plusieurs points, la fusillade et canonnade sont vives; jusqu'à certain point la direction du feu ennemi est repoussée.

Au point de vue de la télégraphie, on donne ordres à Haplong d'expédier les troupes cantonnées. Nul aucune inquiétude.

Huê, 5 juillet, 11 h. matin.

La citadelle est en notre pouvoir avec mille pièces de canon. Troupes ont été magnifiquement pleines de confiance. Pertes sensibles. Attaque des Annamites a commencé simultanément à une heure de matin contre la partie de la citadelle occupée par nous et la légation.

Assaillants au nombre de 30,000 ont incendié tout d'abord avec fusées tout le casernement en paillettes de Mang-La et celui de l'infanterie de marine de la légation. Tous les effets brûlés, munitions et vivres, sont saisis, hôtel légation criblé de boulets.

Je prends toutes dispositions nécessaires pour repousser toute attaque qui pourrait se produire nuit prochaine au moins contre la légation. Soyez sans inquiétude, mouvements des troupes sont ordonnés pour renforcer garnison.

Huê, 5 juillet, 12 h. 15 matin.

Confirmation de la possession de la citadelle après attaque inqualifiable de toutes les troupes annamites. Les troupes, réveillées au milieu de l'incendie de leurs quartiers et bombardées ont tenu tête, au jour elles se sont mises en mouvement, tous les ennemis se sont mis en déroute; douze à quinze cents cadavres de soldats couvrent le sol, pertes soixante hommes tués ou blessés.

Vous donnerai détails demain pour la troupe et la liste des récompenses pour ce fait d'armes et tout à l'heure les braves officiers et soldats. Préviens d'une attaque sur la légation pour cettenuit. Je veille en personne, tout ira bien.

Il n'y a donc pas de doute possible : nos troupes ont été victimes d'une lâche trahison, d'un guet-apens odieux.

Les Annamites sont des gredins, non pas parce qu'ils défendent leur territoire qu'ils peuvent croire menacé, mais parce que, ayant conclu un traité, ils le violent, parce qu'ils ne tiennent pas compte de la foi jurée, parce que, depuis le premier jusqu'au dernier jour de la guerre tonkinoise, ils nous ont toujours menti, ils nous ont toujours trahis.

La cour de Hué, dirigée par le fameux régent Nguyen-Truong, notre ennemi implacable, n'a cessé de nous susciter des obstacles.

Nos gouvernants avaient, sur l'avis de M. Patenôtre, la plus grande confiance dans cet homme, et c'est lui qui a tout congu, tout conduit dans cette abominable action.

Aujourd'hui, le masque est levé; et comme les Annamites ont eu tout le temps nécessaire pour s'organiser et mettre le jeune roi en sûreté, il n'y a plus d'illusion à se faire.

Trois attaques simultanées ont été dirigées contre la partie de la forteresse où nous tenons garnison.

Qu'est-ce donc que la citadelle? La citadelle est un vaste quadrilatère, situé sur la rive gauche de la rivière de Hué, coupé en deux par une diagonale, orientée du nord au sud, dont chaque côté s'étend sur une longueur de deux kilomètres, celle du demi-bataillon de zouaves était campé depuis deux jours, confiné à un faubourg très peuplé de Hué. Tout ce quartier s'appelle le Man-Ca.

En face, séparée par la rivière, est la Résidence, où le général en chef s'était installé, avec son escorte, le détachement d'artillerie et des soldats d'infanterie de marine. Ces troupes sont établies sous des paillettes bâties autour de la Résidence.

Le général de Courcy était décidé à ne plus se contenter des protestations du

Régent; il allait imposer son autorité; notre protectorat allait être effectif.

Thuang l'avait compris; et comme depuis longtemps il se préparait à la lutte, il a cru le moment favorable pour frapper un grand coup.

La cérémonie de la présentation des lettres de créance du général de Courcy, comme résident général de France près l'empereur d'Annam devait avoir lieu le 3. Tout était réglé, arrêté; mais les mandarins, qui avaient leurs plans, traînaient les choses en longueur, afin de nous attendre plus sûrement.

Le moment était favorable, puisque nos troupes se trouvaient divisées en deux parties, une à la Résidence avec le général, l'autre dans la citadelle.

Comme le combat avait lieu la nuit, il était impossible au général en chef d'aller secourir la garnison de la citadelle, qui se trouvait ainsi aux prises avec des forces supérieures de l'ennemi et, d'ailleurs, la Résidence était aussi attaquée sans pouvoir se rendre compte de l'importance de l'action, et sans pouvoir répondre à cette action.

Ce fut pour l'état-major une dure anxiété jusqu'à ce que le jour parût.

Que voulait l'ennemi?

En comparant la légation, du général et de tout l'état-major, et les massacres. Mais une compagnie d'infanterie de marine était heureusement logée, comme nous l'avons dit, dans des paillasses en arrière du bâtiment de la légation et put la défendre.

Grâce à une route pratiquée dans la montagne par Thuang, le roi et la cour sont certainement à l'abri et n'ont rien à redouter de la répression qui menace le pays.

Nous venons de faire allusion aux conséquences que pourrait avoir la trahison des Annamites, et nous venons dit que nous les ignorions; il en est une, cependant, qui apparaît tout d'abord: c'est une insurrection générale du pays. Celle-ci est certaine, trop certaine malheureusement; mais elle aura son côté: c'est que le gouvernement, puni par son péché, va se trouver, acculé par la nécessité, dans l'obligation d'agir avec cette énergie qu'on lui réclame depuis tant de mois.

Celle révolte le forcera en même temps d'organiser d'une façon sérieuse l'administration du Tong-King, au lieu de s'endormir dans une quiétude coupable, en trompant le pays sur la véritable situation des choses et en se contentant de faire ou de faire faire des discours sans portée comme sans effet.

Que fera-t-on? Comment arrivera-t-on à châtier les coupables? Nous l'ignorons; mais il faudra que le châtiment soit exemplaire. Pour arriver à ce résultat il va falloir des renforts qui devront être envoyés d'Haiphong, 8,000 hommes ont été demandés, mais cela demande du temps, et d'ici là il faudra que la petite garnison, mille hommes peut-être, se défende contre trente mille hommes, qui peuvent assiéger la place, et la situation est d'autant plus grave que l'ennemi a des communications avec la place.

Encore une fois, nous voyons avec une nouvelle guerre sur les bras, et celle-ci peut-être plus difficile que celle du Tong-King, car nous avons encore à lutter avec les Pavillons Noirs, et les troupes qu'il faudra envoyer contre les Annamites devront être distraites de notre effort, qu'il faudra reconstituer avec de nouvelles troupes. Sans compter que rien ne nous dit que les Tonkinois et les Chinois ne vont pas saisir l'occasion de nous embarras pour nous susciter de nouvelles difficultés.

On voit que la politique coloniale nous donne d'heureux résultats.

L'INSURRECTION DU CAMBODGE

En même temps que les Annamites se lèvent contre nous, au Cambodge, les difficultés vont croissant et nous recueillons le fruit de la stupide conduite de M. le gouverneur général.

Le Journal officiel de la Cochinchine nous apporte des détails de la plus haute importance sur les événements qui viennent de s'accomplir.

Ainsi, nous voyons par ces télégrammes que le 23 mai, c'est-à-dire vingt jours après l'attaque de Pnum-Penh, une colonne, commandée par le capitaine Kuntz, de l'infanterie de marine, rencontrait les rebelles à Preypring, à dix kilomètres de la capitale, et, qu'après un quart d'heure de combat, elle les mettait en déroute complète, l'ennemi abandonnant morts et blessés. Le 24, le capitaine Kuntz se portait à la limite ouest de la province de Pnum-Penh.

Après avoir battu et dispersé pendant trois jours, dit le télégramme officiel, des troupes de bandes courrant la province et l'occupant les populations, le commandant de la colonne a été informé que le village de Krang-Tepho, à une dizaine de kilomètres au nord de Kompong-Tul, était occupé par la bande de Tal-Sio, venue de la province de Treang, forte de mille à douze cents hommes, armés de 200 fusils au moins, et qu'elle était contrainte par un soldat rebelle, contraint en garnison dans le village, de fixer par des palanques devant de derrière et par des traverses horizontales.

La colonne est arrivée sur le retranchement à six heures du matin. Après une demi-heure de combat, le retranchement a été enlevé à la baïonnette par nos troupes avec beaucoup d'entrain, et au grand étonnement des officiers et des soldats, sans avoir éprouvé la moindre perte ni blessure, malgré les obstacles et difficultés que les troupes ont dû vaincre.

Les rebelles ont lâisé sur le terrain 29 des leurs, dont 27 tués et 2 blessés, et une grande quantité de matériel, 2 artilleurs, 13 fusils avec quantité de poudre et de balles, un fusil de rempart, 50 armes blanches, 100 outils de terrassement, 10 cachets de mandarins, 7 chevaux et beaucoup de volatiles.

Le même journal publie un autre télégramme qui révèle une attaque antérieure effectuée à Pursat, près le grand Lac, où nous avons depuis assez longtemps une petite garnison. Son éloignement de la capitale rend les communications assez rares; aussi, n'a-t-on appris que le 25 mai à Pnum-Penh que ce poste avait été attaqué.

Voici le télégramme publié par le Journal officiel de la Cochinchine:

Au lieutenant-colonel commandant les troupes du Cambodge, au gouverneur et commandant supérieur.

Pnum-Penh, 25 mai. J'ai reçu le rapport du lieutenant Laffargue, rendant compte de la défense du poste de Pursat, laquelle fait le plus grand honneur à cet officier et aux 50 tirailleurs formant la garnison du poste.

Une bande de 6 à 800 hommes au moins, dont 200 armés de fusils, commandés par les gouverneurs de Pursat et de Krako, a attaqué, pendant cinq jours consécutifs, les 29, 30 avril, 1, 2 et 3 mai, le poste de Pursat. Les rebelles ont tenté six attaques de vive force qui ont été repoussées. De nombreuses tentatives d'incendie ont été également dirigées contre les cases du poste, à l'aide de flèches enflammées. La petite garnison a su résister à toutes ces épreuves avec une bravoure et un entrain remarquables.

A la suite de ces incidents, l'acharnement des rebelles n'a fait qu'augmenter. Ils ont alors entrepris le siège du poste avec des bouillottes ou par balles en bois très épaisses, moulées sur des roues qui les tireurs faisaient mouvoir devant eux pour se rapprocher du poste. C'est dans cette situation que la colonne du lieutenant Péroux, arrivée à Pursat dans la soirée du 3 mai, a mis les assaillants en déroute.

Pendant les cinq jours que l'attaque a duré, les rebelles ont perdu 90 hommes, tant tués que blessés, que nos troupes ont vu enlever sous leurs yeux. Grâce aux travaux défensifs du poste, nos pertes ont été nulles, nous en avons eu un blessé.

Depuis l'arrivée de la colonne Péroux, les rebelles n'ont pas reparu dans le voisinage de Pursat. Le poste a été renforcé de 30 soldats européens et de 20 tirailleurs, et a reçu un mois de vivres. Le commandant du poste signale la conduite des capotaxs Saï et de ses tirailleurs Doung et Giau, qui, malgré les balles qui tombaient sur le poste, sont montés de leur propre mouvement sur les toitures des cases, pour en arracher les flèches enflammées qui auraient infailliblement incendié le poste.

Ce qu'il y a d'étrange, c'est que M. Thomson, en véritable dictateur qu'il est, ne fait rien savoir de ce qui se passe au gouvernement.

Il est plus que temps qu'un général prenne en main la direction des opérations, substitue un plan d'ensemble aux opérations partielles, incohérentes qui se succèdent sans profit, et qu'enfin M. Thomson soit expulsé de ce pays, où il n'a commis que des sottises, pour ne pas dire plus.

La séance de la Chambre

LE TRAITÉ FRANCO-CHINOIS

La discussion de ce traité a eu pour triste préface la communication du ministre de la guerre sur les événements de Hué.

Le général Camponen a complété les détails déjà données par les dépêches qui avaient causé une vive émotion parmi les députés. Nous reproduisons les paroles du ministre:

M. le commandant du corps expéditionnaire, qui remplit en même temps les fonctions de résident général de la République française auprès de l'empereur d'Annam, s'est rendu à Hué, le 2 juillet, afin de présenter ses lettres de créance et de régler quelques questions relatives au traité.

Il a amené, avec lui, un bataillon de 3e zouaves et une compagnie de chasseurs. Les troupes jointes à l'artillerie et à l'infanterie de marine, occupaient le fort de Thuan-An, à l'entrée de la rivière de Hué et une partie de la citadelle de Hué.

Cette citadelle, siège du gouvernement, est située sur la rive droite de la rivière; elle forme un quadrilatère dont chaque côté a deux kilomètres et dont l'une des diagonales est orientée dans la direction nord-sud.

L'angle nord est la partie occupée par nos troupes; elle confine au quartier populaire de la ville de Hué appelé Mang-La.

La direction opposée, séparée par la rivière, se trouve la légation française, détachée par un détachement d'infanterie de marine.

Les journées des 4 et 5 juillet se sont passées en pourparlers entre M. le général de Courcy et le conseil des ministres de l'Annam. Ces pourparlers ont établi une fois de plus l'hostilité constante du gouvernement annamite contre la France, et l'hostilité qui retardait la remise des lettres de créance.

Dans la nuit du 5 juillet, à une heure du matin, les troupes annamites de la citadelle ont attaqué, à la fois, notre casernement dans Mang-La et la légation. Les faits sont relatés dans trois dépêches de M. le général de Courcy.

(On trouvera ces dépêches plus haut.)

Le ministre de la guerre continue:

Nous avons en ce moment 35,000 hommes dans le delta du Tong-King sur lesquels 30,000 hommes sont considérés comme absolument disponibles. Il y a là des forces plus que suffisantes pour faire face aux difficultés du moment.

Justement donc, ainsi du reste que le fait pressentir le général de Courcy, que le Parlement et le pays peuvent envisager avec confiance la situation actuelle. Je n'ajouterais que d'ailleurs le Parlement et le pays seront tenus fidèlement par nous. (Vifs applaudissements.) au contraire de tous les événements qui pourraient se produire. (Nouveaux applaudissements.)

Jamais adjectif n'a été si chaudement applaudi que celui de « fidèlement », qui se trouve dans les dernières paroles du ministre. Ces applaudissements ont atteint en pleine poitrine M. J. Ferry, qui honorait la séance de sa présence et qui portait un délicieux complet bien marin, sans doute en l'honneur de l'amiral Courbet. On avait assuré que l'ancien ministre voulait prendre la parole dans le débat sur le traité. L'affaire de Hué lui a fait rentrer son discours. Il a même osé quitter la salle après la communication du ministre de la guerre, sans doute pour méditer plus à loisir sur cette nouvelle conséquence de sa politique coloniale.

Mgr Freppel a exprimé la pensée qu'il conviendrait peut-être d'ajourner la discussion du traité jusqu'à ce qu'on ait pu remonter aux causes des événements de Hué. Cette proposition a été combattue par le ministre des affaires étrangères.

Il n'y a, selon lui, aucune connexion entre ces événements et le règlement de nos rapports avec la Chine. Bien que cette affirmation paraisse un peu aventureuse, la Chambre a été d'avis qu'il y avait lieu de passer à la discussion du traité. Mgr Freppel a donc repris la parole pour demander des explications sur l'article 2, qui est ainsi conçu:

La Chine, décidée à ne rien faire qui puisse compromettre l'œuvre de pacification entreprise par la France, s'engage à respecter, dans le présent et dans l'avenir, les traités, conventions et arrangements directement intervenus ou à intervenir entre la France et l'Annam.

En ce qui concerne les rapports entre la Chine et l'Annam, il est entendu qu'ils seront de nature à ne point porter atteinte à la dignité de l'empire chinois et à ne donner lieu à aucune violation du présent traité.

aboli. Le ministre des affaires étrangères a déclaré formellement que cette clause de politesse n'impliquait en aucune façon la reconnaissance de la suzeraineté de la Chine et que les liens traditionnels qui unissaient ce pays à l'Annam avaient définitivement cessé d'exister.

M. Lockroy a pris ensuite la parole et s'est égayé aux dépens du rapporteur, M. Antonin Dubost, admirateur forcené de la politique coloniale et de son inventeur, M. J. Ferry.

L'honorable M. A. Dabost, dit l'orateur, voit déjà dans le traité la Chine prête à ouvrir des voies ferrées, les mandarins prêts à se transformer en ingénieurs. (On rit.) L'empire du Milieu prêt à accepter les idées modernes, à lier par un lien indissoluble les mandarins chinois au mandarinat français. (Nouveaux rires.) Il nous dépeint le Céleste-Empire de plus en plus converti à notre civilisation, nous ouvrant les bras et flussant par être une immense France orientale.

Ces espérances de M. le rapporteur me rappellent un peu la fable du Pot au lait.

Il y a là une longue responsabilité pour nous, si nous sommes obligés de dépenser des millions et d'exposer des milliers d'hommes, et c'est encore une fois à ceux qui ont créé la situation d'assumer la responsabilité. (Très bien! très bien! à droite.)

Je ne détourne personne d'accepter un traité qui, en somme, améliore l'état de choses actuel dans une certaine mesure; mais je n'entends pas le consacrer de mon vote, et je parle ainsi tant en mon nom qu'au nom de mes amis qui n'ont jamais voulu pourvoir faire traîner la question du Tonkin à des engagements. (Très bien! très bien! à droite.)

M. Raoul Duval a refait le bilan de l'expédition qui nous coûte, comme entrée de jeu, en crédits votés et en usage du matériel de la flotte, au moins 500 millions; plus 5 ou 6,000 hommes qui y ont laissé leurs os. A cette première mise de fonds, il faut ajouter 50 millions par an pour garder le pays qui sera, pendant bien des années, dans un état plus ou moins aigu d'insurrection. Voyons maintenant les bénéfices:

Quel esprit ne bat la campagne? Qui ne fait châteaux en Espagne? ou du moins en Chine?

Pichoreau, Pyrrhus, la litière, enfin, tous. Autant les âges que les fous.

S'il y a quelques cailloux sur le chemin de la litière, peut-être y a-t-il des pavés sur la route de l'honorable rapporteur.

M. Lockroy a fait le compte des dépenses qu'entraînerait l'occupation et la défense de cet immense pays dont les frontières ne sont même pas encore parfaitement connues. Il a regretté la convention de Tien-Tsin, qui nous imposait moins d'obligations et nous assurait au moins une indemnité de trois millions et demi qui s'est complètement évanouie:

Où sont, a-t-il dit, ces trois millions et demi? Comment se fait-il que, pendant une année entière, nous ayons fait la guerre, livré des batailles, exposé notre flotte à des aventures qui ont coûté tant d'hommes et tant de sang de nos soldats, et un traité inférieur à celui précédemment obtenu? (Très bien! très bien! à droite et à l'extrême gauche.)

Où, je constate que pendant un an nous avons fait une guerre inutile, que nous avons dépensé inutilement l'argent du budget et le sang de nos soldats.

Mais nous ne pouvons pas revenir au passé ni à la première convention de Tien-Tsin, soit! C'est pourquoi maintenant nous acceptons le premier traité qui se présente à nous dans la crainte que si nous attendions un an encore, nous n'en ayons un encore plus mauvais. (On rit.)

M. Georges Perin accepte également le traité parce qu'il met fin aux hostilités, mais il n'y trouve pas des garanties suffisantes de sécurité pour l'avenir. Il ne cache point que, l'honneur du drapeau n'étant pas engagé, il serait partisan de l'abandon du Tong-King, source de dépenses et d'embarras éternels, sans aucune compensation sérieuse.

M. Clémenceau a fait un retour en arrière et rappelé l'origine de l'expédition qui se trouve dans un modeste crédit de un million et demi demandé pour des travaux hydrographiques. Alors quelques esprits clairvoyants comprennent que l'on engageait l'expédition.

Les événements ne leur ont donné que trop raison.

Mon premier reproche, dit l'orateur, ne s'adresse pas au gouvernement actuel ni à la Chambre, mais aux députés qui ont assumé une pareille responsabilité.

Je leur demande s'il y a quelqu'un ici qui soit capable de répondre à cette tribune comment il se fait qu'on vienne, après coup, vanter les beautés des entreprises coloniales, alors qu'on n'a pas osé le faire avant toute entreprise, au moment où la Chambre était encore libre de se prononcer, et comment on en est réduit aujourd'hui sur des hypothèses d'expansion à célébrer les mérites d'une entreprise dont nous n'aurions les perils et les dangers, mais dont personne ne voit les avantages. (Très bien! très bien! sur divers bancs.)

On nous présente une paix, nous allons la signer; c'est une paix mauvaise, équivoque, mensongère. Je la signerais cependant parce qu'elle nous évite de signer une paix, au moins quant à présent, au Tong-King.

L'orateur a impitoyablement rappelé le langage que tenait M. Ferry après l'affaire de Bac-Lé et le mot: « Ces choses se paient. » On demandait 250 millions d'indemnité, on déclarait que l'on garderait Formose et qu'on se paierait sur le produit des mines et sur celui des douanes:

Pourquoi, continue M. Clémenceau, le gouvernement, dans le traité qui vous est soumis, a-t-il renoncé à réclamer cette indemnité?

Parce que nous avons été défaits à Lang-Son. (Bruit.)

A quoi faire le silence sur ce point?

Il faut que le pays connaisse la vérité. (Très bien! très bien! sur divers bancs.)

Or, la vérité, c'est que vous avez causé la paix le 30 juillet dernier et que vous subissez aujourd'hui une paix moins avantageuse, parce que vous n'avez pas pu faire autrement.

Qu'est-ce que cette aventure de Lang-Son? Nous n'en savons rien de plus aujourd'hui que quand l'ancien cabinet a cédé la place au ministère actuel.

On a écrit et on a dit que cette Chambre avait été affaiblie à la suite de la défaite de Lang-Son et qu'elle n'avait pas su alors ce qu'elle faisait. On oublie vraiment l'histoire. (Très bien! très bien! à droite.)

Le traité de la guerre qui était alors sur ces bancs n'a pas demandé ce jour-là la parole; il a dit cependant au Sénat qu'on lui avait refusé la parole; je tiens à constater ici qu'il n'y a pas de demande (C'est vrai! c'est vrai!), et j'affirme, au nom de tous mes collègues, que si M. le ministre l'aurait écouté, il n'y aurait eu ni plus profond silence. (Très bien! très bien! à droite.)

M. le président du conseil, vous vous le rappelez, a été écouté sans interruption, et il a pu parler avec la plus entière liberté.

S'il y a eu quelqu'un d'affoqué ce jour-là, ce n'était assurément pas la Chambre, mais c'était peut-être le ministre de la guerre, la tribune avait dit que nos généraux ne le mandaient pas de renforts, ne manquaient pas de munitions, qu'il était en forces et qu'il n'y avait rien à redouter, alors qu'au moment même où il s'exprimait ainsi, nos soldats étaient obligés de reculer de Lang-Son jusqu'à Chin. (Très bien! très bien! à droite.)

Celui qui était affoqué, c'était celui qui avait assumé une pareille responsabilité, et qui se trouvait en présence de dépêches que, pour la première fois, et probablement sans avoir pris le temps d'y réfléchir, il a livrées tout entières à la Chambre et au pays. (Vifs applaudissements sur divers bancs.)

cupation. Il faut, pour présenter de pareilles affirmations, le jour même où nous sommes attaqués à Hué, où beaucoup d'audace ou une grande faiblesse d'intelligence.

M. Raoul Duval a déclaré qu'il ne s'associerait pas au vote du traité, qu'il considérait comme gros de danger. Répondant à M. Perin, partisan, comme on vient de le voir, de l'abandon du Tong-King, M. Raoul Duval lui a démontré que nous n'étions pas les maîtres de renoncer à cette triste conquête. Nous nous engageons, en effet, pour dix ans, à maintenir l'ordre dans les provinces limitrophes de l'Empire chinois. Et quelles sont ces provinces?

S'agit-il donc de peu de chose? continue l'orateur. Il s'agit d'une superficie de plus de 13 millions 500,000 hectares, p. y. s. montagneux, grand comme le quart de la France, et où on ne peut pas vivre, puisqu'il y a vieux proverbe annamite dit que quand on va à Lang-Son, on n'en revient pas un sur dix.

Il y a là une lourde responsabilité pour nous, si nous sommes obligés de dépenser des millions et d'exposer des milliers d'hommes, et c'est encore une fois à ceux qui ont créé la situation d'assumer la responsabilité. (Très bien! très bien! à droite.)

Je ne détourne personne d'accepter un traité qui, en somme, améliore l'état de choses actuel dans une certaine mesure; mais je n'entends pas le consacrer de mon vote, et je parle ainsi tant en mon nom qu'au nom de mes amis qui n'ont jamais voulu pourvoir faire traîner la question du Tonkin à des engagements. (Très bien! très bien! à droite.)

M. Raoul Duval a refait le bilan de l'expédition qui nous coûte, comme entrée de jeu, en crédits votés et en usage du matériel de la flotte, au moins 500 millions; plus 5 ou 6,000 hommes qui y ont laissé leurs os. A cette première mise de fonds, il faut ajouter 50 millions par an pour garder le pays qui sera, pendant bien des années, dans un état plus ou moins aigu d'insurrection. Voyons maintenant les bénéfices:

Qu'y gagnerons nous? Est-ce un pays d'immigration française? Mais le ministre de la marine lui-même, dans un livre très intéressant et très bien fait, qu'il a écrit à l'occasion de l'exposition d'Anvers, nous donne des renseignements sur les conditions d'existence au Tong-King.

Le Français ne doit pas aller dans le Delta pour y cultiver lui-même la terre. La saison chaude, avec son cortège de maladies, ne lui permet pas de se livrer à des travaux pénibles.

Il n'y a dans la poche une lettre d'un officier d'administration qui me dit: « Ici tout moisit, tout pourrit, pas de viande pour nous nourrir, il n'y a que des moustiques et des rats. »

Le Tong-King ne profitera qu'à un petit nombre de financiers qui, grâce à des capitulations, nous feront la guerre. Les indigènes et transporter en France des tissus qui feront concurrence aux produits français. (Très bien! très bien! à droite.)

Mais il y aura au Tong-King, affirment les admirateurs de la politique coloniale, un débouché pour notre commerce. Voici, dit M. Raoul Duval, ce qu'il en faut penser:

La chambre de commerce de Lyon a chargé un notable commerçant de Shanghai de visiter le Tong-King. Ce commerçant constate dans son rapport que tous les articles d'importation proviennent de l'Angleterre, d'Allemagne, des Etats-Unis, de la Belgique et de la Suisse.

D'ailleurs, vous connaissez les conditions particulièrement difficiles du commerce dans ce pays. Le fleuve Ruo n'est pas navigable quand on va du côté du Yunnan.

Quant au chemin de fer, si on en construisait un, il coûterait extrêmement cher et ne donnerait aucun bénéfice.

Quant au commerce de la marine, d'après le précédent cabinet avait indiqué dans une note envoyée aux chambres de commerce, les produits que nous pourrions envoyer au Tong-King. Dans cette note il évalue à 5 fr. par habitant la consommation des indigènes.

Les savants et très compétent M. Lalande fait remarquer que ce chiffre était exagéré, car dans les Indes anglaises cette consommation n'atteint que le chiffre de 3 fr. par tête.

La marine espère encore que nous pourrions exporter des verres à vitres, de l'horlogerie, des chaussures, de la serrurerie et de la menuiserie.

Eh bien! elle se fait illusion: dans toutes nos colonies réunies, l'Algérie exceptée, nous exportons pour une somme totale de 10 millions de francs.

Vous voyez par là si c'est une chimère d'étendre, sous la forme commerciale, la reconnaissance des sacrifices.

En 1883, le total des importations au Tong-King s'élevait à la somme de 4 millions 179,977 fr. Dans ce chiffre, la part de l'industrie française a été de 829,216 fr. L'étranger a fait le surplus, soit 3,350,761 fr.

Le détail de ce commerce montre encore d'une manière frappante l'infant des espérances exprimées par M. le rapporteur.

Voici de quels éléments il se compose: 18,000 bouteilles d'absinthe. Et on n'en importera plus. M. le général de Courcy avait sagement interdit ce poison.

28,838 bouteilles de cognac. 98,000 bouteilles de liqueur. 335,155 litres de vin. 46,477 boîtes de conserves. 22,901 kilos de tabac.

Voilà tout. Et on admettra bien que notre occupation est entrée pour quelque chose dans ce total.

La mystification se complète par les mines:

Il existe des mines, mais elles sont peu productives. Il y en a cinquante-trois qui rendent très peu au gouvernement annamite. Un nombre équivalent a été abandonné par les concessionnaires.

Quant aux fameuses pépites d'or, il a été impossible de constater leur existence. Si elles existent réellement, c'est dans une région inconnue.

La commission spéciale s'était fait accompagner d'un géologue français et d'un géologue américain pour visiter les mines et les connaissances personnelles, dit encore le rapport, ne laissent rien à désirer. Mais il fut moins heureux dans l'Algarie. Ses recherches furent bientôt interrompues par une balade dans la tige.

Toutefois, avait-il à combler victime de cette exploration commerciale, il avait pu constater que le sable aurifère et le minerai de fer sont assez rémunérateurs pour des travailleurs européens.

Voilà ce qu'il faut retenir du dithyrambe que vous avez entendu tout à l'heure en l'honneur de la politique coloniale au Tong-King. (Très bien! très bien! à droite.)

Nous n'avons à espérer aucun bénéfice commercial sérieux; nous ne pouvons pas retrouver la cause de l'intérêt du capital de première mise, du demi-milliard qui est perdu, mais nous ne retrouvons pas davantage l'intérêt des frais d'occupation militaire et d'administration.

possibilité d'événements qui ne nous ont apporté ni gloire ni profit. (Bruit au centre.)

Il y a là un effet contre lequel se révolte la conscience publique. (Très bien! très bien! à droite.)

Il y a là une responsabilité que le pays jugera, et nous verrons si le suffrage universel laissera les auteurs d'une pareille entreprise monter impunément au Capitole! (Applaudissements à droite.)

Ce beau et vigoureux langage a produit une vive impression sur la Chambre, et il sera entendu par le pays, dont il traduit eloquemment les impressions sur la politique coloniale et sur ses auteurs.

Il ne nous reste à signaler qu'une courte observation de M. J. Delafosse sur la signification de son vote:

M. Delafosse. La procédure parlementaire en matière de traités de paix et de commerce est très difficile et exige une explication. Il n'est pas possible dans ces questions d'accepter un article et d'en rejeter un autre; il faut voter ou repousser le traité dans son ensemble.

Or, je suis décidé à voter le traité parce que c'est voter la paix ou du moins l'espoir de la paix. Mais je déclare que je repousse les obligations, les charges contenues dans certains articles, car elles entraîneront, à mon avis, des dangers dont je ne veux pas prendre la responsabilité.

Sous le bénéfice de ces réserves, un certain nombre de mes amis et moi voterons le traité. (Très bien! très bien! à droite.)

Le projet de loi autorisant le président de la République à ratifier le traité a été adopté sans scrutin — et sans enthousiasme.

PARLEMENT ANGLAIS

Déclaration de lord Salisbury à la Chambre des lords

Londres, 6 juillet.

Lord Salisbury a fait aujourd'hui à la Chambre des lords la déclaration annoncée sur la politique du ministère.

La plus grave des questions de la politique étrangère est celle relative aux négociations avec la Russie. Il est inutile de dire à cet égard, comme à l'égard des autres questions, qu'il faut pour le gouvernement actuel reprendre la politique de ses prédécesseurs ou l'isoler l'ait laissée et la conduire au résultat qui lui paraît le plus compatible avec l'intérêt public.

Il faut, ajoute le premier ministre, noter une restriction à notre action et à nos déclarations, par suite du fait que nous sommes arrivés au pouvoir lorsque ces affaires étaient déjà engagées et que nous avons à terminer ce que les autres ont commencé. Conséquemment, il y a des engagements de pris, et le premier devoir de tout gouvernement est de veiller à ce que les engagements du gouvernement anglais soient observés.

Cette considération prime toute autre dans l'examen des négociations en cours. Mais la déclaration s'applique principalement à la question de la frontière afghane.

Des différends sont survenus quant à l'application de ces promesses et ces différends forment actuellement le sujet de négociations.

Un seul empêchement en ce moment M. de Giers de poursuivre ces négociations.

Mais il ne faut pas attacher une importance trop définitive à ces négociations lorsqu'elles seront conclues, car sans vouloir discuter les vues des différents souverains de cette partie du monde, il faut considérer que l'état des affaires de ces pays est peu stable.

La défense de nos intérêts précède dans ces pays ne doit donc pas dépendre des traités ou des conventions que ces souverains sont prêts à conclure.

Nous cultiverons, et fructueusement le fer, la confiance et l'amitié de l'Inde de l'Afghanistan. Mais la défense de nos positions doit dépendre de préparatifs soigneusement combinés et exé

